

LA BÊTISE, PAR DESSUS LA FAMINE ET LA GUERRE...

Pendant l'Antiquité et le Haut Moyen Age, les zones de terres cultivées n'occupaient qu'une superficie relativement réduite. Elles portaient des populations très denses de paysans... aussi de pêcheurs, de marins et de marchands sur le littoral méditerranéen. Mais en Europe, en Asie, en Afrique, d'immenses terres incultes: déserts, steppes et forêts étaient parcourues par des peuplades nomades qui forcèrent, chaque fois que s'affaiblissait la résistance des grands empires, les frontières du monde civilisé. Poussant leurs troupeaux vers les hautes herbes ou jetant leur cavalerie, d'une technique militaire supérieure, sur les cités opulentes, ou tirant leurs vaisseaux de haute mer vers les riches vallées, les Germains campèrent sur les provinces romaines, les Huns, chassés de la Chine par les Mongols, menacèrent Paris, Rome, Byzance; les Hongrois coururent le long du Danube; les Vikings envahissant l'Angleterre, ravageant la vallée de la Seine, lancèrent des pointes jusqu'à la Baltique au Nord et la Caspienne au Sud. Aux millénaires précédents, les Hittites avaient chevauché sur l'Égypte, les Doriens avaient anéanti les civilisations crétoise et achéenne. 1.000 ans plus tard, les Turcs s'installeront au bord du Bosphore et porteront leurs étendards jusqu'au Danube.

On pouvait craindre qu'en notre temps les Barbares sur chars soviétiques écrasent la civilisation occidentale de la Vistule à l'Atlantique. Ce n'était pas prévision insoutenable. Mais l'URSS en devenant une grande puissance industrielle normalise son impérialisme et tend à stabiliser son régime et ses conquêtes.

Ce qui menace maintenant les vieilles civilisations occidentales, c'est la misère explosive des peuples sous-développés - inclus quelquefois dans la zone d'influence américaine, constituant encore une assez lourde masse dans l'empire ex-stalinien - occupant surtout hors des deux blocs les terres les plus étendues, portant la majorité de la population du globe, une majorité en croissance accélérée et hallucinante.

Sur les trois milliards d'individus qui peuplent le monde, l'Europe occidentale, l'Amérique du Nord, l'Australie, la Nouvelle-Zélande en groupent un plus de 500 millions.

L'ensemble des pays dits communistes, 1.000 millions environ. Le reste, le Tiers Monde, 1.500 millions.

Il n'y a évidemment pas là une classification selon des niveaux de vie identiques dans chaque partie. Le citoyen des USA dispose en moyenne d'un revenu double de celui d'un citoyen de l'Europe occidentale.

Dans le groupe russo-chinois, on peut fort bien considérer 700 millions d'individus comme appartenant à des peuples sous-développés. Staline a basé la monstrueuse industrialisation de la Russie sur la misère autant que sur l'oppression des peuples. Et Mao Tsé Toung a aggravé le système, sans obtenir de résultats équivalents.

Il est évident d'autre part, que dans la troisième zone, certains pays sont en voie de développement et d'industrialisation.

Ce qui n'est pas contestable, c'est que l'écart entre les niveaux de vie n'a pas cessé de croître, et - si «*les choses restent ce qu'elles sont*» - continuera à croître dans des proportions inouïes.

Des calculs précis, ont établi que le revenu moyen américain était, en 1938, quinze fois supérieur à celui d'un habitant de l'Inde. Aujourd'hui, le rapport est de 1 à 26. Dans 20 ans il pourrait atteindre de 1 à 52.

De toutes les études savantes consacrées à la situation des pays sous-développés, on peut tirer les caractères essentiels de ceux-ci: 1- forte mortalité; 2- forte fécondité; 3- alimentation insuffisante; 4- forte proportion d'illettrés; 5- Forte proportion de cultivateurs ou pêcheurs, etc... et pour la majorité d'entre eux: régime autoritaire.

Seul le premier facteur a tendance à diminuer, grâce aux efforts des missions sanitaires et médicales, ce qui par une tragique ironie, alourdit les autres facteurs et, en diminuant le nombre de morts, aggrave la situation des vivants.

Les deux facteurs suivants progressent parallèlement. L'instinct sexuel s'exacerbe, lorsque les besoins alimentaires sont insatisfaits.

Mais l'établissement et la consolidation des dictatures semblent la rançon des quelques progrès qui assurent la servitude dans la médiocrité et l'affermissement des institutions tyranniques.

On peut évidemment suivre cette évolution avec la volupté sadique de doctrinaires, pour qui les guerres et les misères ne sont que les vérifications expérimentales de leurs équations idéologiques. On peut clamer sa révolte en généreuses imprécations montant vers le ciel entre la descente du digestif et celle de l'apéritif.

Il est beaucoup moins séduisant de chercher la solution immédiatement réalisable du problème: nourrir ceux qui ont faim, vêtir ceux qui sont nus.

C'est d'abord organiser par des institutions internationales la distribution des excédents agricoles. Douloreuse altération des principes sacro-saints. Car ce sont surtout les états de l'Amérique du Nord qui peuvent livrer leur «surplus». Il est vrai que les agriculteurs européens protestent contre la perturbation du marché mondial. Il n'est pas vrai que de tels dons relèvent du néo-colonialisme. Le blé des États-Unis a compensé les carences alimentaires de la Yougoslavie frappée par la sécheresse. Le blé canadien a allégé les effets de la famine en Chine. Tito et Mao Tsé Toung ne sont pas devenus des vassaux de l'Occident.

C'est ensuite de réaliser et de stabiliser les cours des matières premières et des produits coloniaux qui restent la seule ressource d'un grand nombre de pays sous-développés. Alors ce sera la hausse des prix? Nous acceptons bien, comme consommateurs et comme contribuables, d'élever les revenus de nos paysans. La baisse des prix mondiaux du café et du sucre peut condamner à la mort lente des peuples entiers d'Amérique latine... La chute des cours du cuivre, de l'étain et du pétrole profite aux industriels occidentaux, mais elle alourdit une misère déjà désespérante dans les pays producteurs.

Enfin, et c'est là l'essentiel, il faut équiper industriellement les peuples sous-développés. Les capitaux privés hésitent à s'investir là où les profits ne sont plus garantis. C'est normal. Faut-il par principe condamner des concessions qui fabriqueront de la plus-value pour les capitalistes étrangers mais serviront des salaires à une petite plèbe misérable? Je pose le dilemme sans le résoudre.

D'ailleurs, ces entreprises privées - rentables ou non - ne résoudront pas le problème. Il faut une contribution des fonds publics de tous les états industriels. Un prélèvement budgétaire qui devrait atteindre pour être immédiatement suffisant de 2 à 5% du revenu national.

Alors il faut s'adresser aux États bourgeois. Il dépend de nous de les détruire. Mais les peuples sous-développés n'ont pas le temps d'attendre notre Révolution.

Ce qu'il faudrait, c'est que cette cotisation obligatoire soit fonction des économies réalisées grâce au désarmement. C'est aussi que la collecte et la répartition des fonds soit assurée par un organisme international où les peuples bénéficiaires seraient représentés comme les États donateurs.

Ce qu'il faut surtout - et cela dépend directement de nous - c'est provoquer la renaissance d'une véritable Internationale ouvrière, capable de constituer la distribution et d'assurer la solidarité effective entre les syndicats des pays industriels et les travailleurs des pays sous-développés.

Quand donc serons-nous capables de briser le dérisoire ou funeste cloisonnement, de proclamer qu'il n'est pas de syndicalisme américain ou français, africain ou européen, nassérien ou castriste ou péroniste. Il n'est qu'un syndicalisme ouvrier.

L'un des premiers responsables du socialisme de guerre lançait, en 1917, sur le ton de la confession publique, cette formule pyramidale:

« Au dessus des peuples, il y a les Rois, au dessus des Rois, il y a la guerre, au dessus de la guerre, il y a la famine et par dessus tout la Bêtise ».

La Bêtise la mieux accomplie, en 1963 comme en 1917, c'est le nationalisme... même socialiste, même anti-impérialiste, même anti-colonialiste.
